



Comité des Usagers de l'Hôpital de Douarnenez
Membre de la Coordination Nationale des Comités de Défense
des Hôpitaux et Maternités de Proximité.
Association déclarée
6 Passage Prad ar Sant – 29100 Douarnenez.

Douarnenez, le 10 avril 2011.

Madame R. Bachelot-Narquin,
Ministre des Solidarités
et de la Cohésion Sociale.

Madame le Ministre,

Nous avons tenu à honorer l'invitation qui nous a été envoyée d'assister à l'inauguration de la Résidence « Les Jardins du Clos » à laquelle vous allez procéder.

Nous nous félicitons de l'ouverture à Douarnenez de cet établissement pour personnes âgées dépendantes, qui marquera une nette amélioration dans la prise en charge de celles-ci.

Cependant nous souhaitons que le nouvel établissement soit doté des moyens humains et matériels nécessaires à une prise en charge réellement satisfaisante des personnes concernées et à un travail du personnel dans des conditions correctes.

D'autre part, si nous estimons que la prise en charge et l'hébergement des personnes âgées dépendantes est une nécessité essentielle, nous souhaitons le maintien et le développement des services existants à l'Hôpital de Douarnenez. Nous craignons en effet que leur existence soit mise en cause par la concentration des services sur le site de référence prévu dans le projet d'Union Hospitalière de Cornouaille, en application de la loi Hôpital, Patients, Santé, Territoires. A notre sens un hôpital de proximité doit comprendre des services de Médecine, de Chirurgie et d'Obstétrique. Il doit pouvoir accueillir toutes les personnes de la naissance à la mort. Nous ne voudrions pas, qu'à terme, le Centre Hospitalier de Douarnenez, comme d'autres hôpitaux de proximité, ne comprenne plus que des services de gériatrie, dont nous n'entendons nullement minimiser l'importance.

Enfin, dans un cadre plus général, nous souhaitons que la prise en charge des personnes âgées dépendantes se fasse dans le cadre du service public, en relevant de la solidarité nationale et en étant financé par un contribution fondée sur l'ensemble des revenus. Nous ne pourrions accepter que la prise en charge de la dépendance relève d'un rapport marchand, avec obligation de souscrire à une assurance privée, ainsi que cela a été évoqué.

Nous vous prions d'agréer, Madame le Ministre, l'expression de notre haute considération.

Pour le Comité, le président,
Jean Le Goff.
p.o. le secrétaire, Yves Jardin.